

Affirmation et mise en œuvre du projet européen

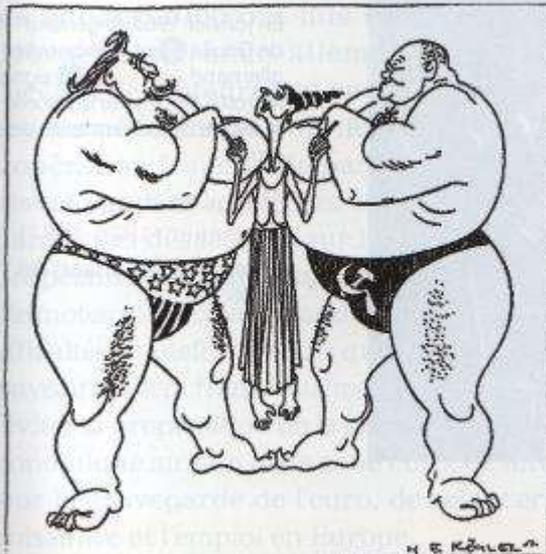
Construire l'Europe : une nécessité face aux deux « Grands »

Entre les États-Unis qui, presque dans chaque domaine, assurent à eux seuls la moitié de la production mondiale, et les pays communistes qui, s'étendant au tiers de la population du globe, augmentent leur production au rythme de 10 ou de 15 % par an, l'Europe, qui avait autrefois le monopole des industries de transformation et tirait d'importantes ressources de ses possessions d'outre-mer, voit aujourd'hui ses positions extérieures s'affaiblir, son influence décliner, sa capacité de progrès se perdre dans ses divisions.

D'après le rapport Spaak, 1956.

Qui est-il? Paul-Henri Spaak (1889-1972)

Ministre des Affaires étrangères belge, grand acteur de la signature des traités de Rome (mars 1957).



1 Europa

2 - Vardobas šis niek's nšds gaus mšs, zaisas Harvas - šis businas nšds abas, ob šis nšds deš šis dšras Kraš vards.....

Construire l'Europe durant la guerre froide

Caricature de Köhler sur le rôle de la CEE sur la scène internationale (1957).

- 1 Europe
- 2 « Messieurs, vous avez tout intérêt à rester en bons termes avec moi, en effet je pense devenir la troisième force... »



1 1963 : la réconciliation franco-allemande

In janvier 1963, le général de Gaulle ① et le chancelier allemand Adenauer ② signent le traité de l'Élysée qui scelle la réconciliation entre les deux États.

Qui est-il ? Konrad Adenauer (1876-1967)

Chancelier allemand de 1949 à 1963.

3 Quel avenir pour le couple franco-allemand ?

Les années 2000 ont mis en lumière les divergences franco-allemandes sur les objectifs de l'intégration européenne et les moyens nécessaires pour les atteindre. La coopération franco-allemande telle qu'elle existait pendant les années 1960 a fortement changé. Les désaccords sur l'avenir de l'idée européenne se multiplient entre les deux pays et le moteur franco-allemand connaît certaines difficultés. Toutefois, depuis quelque temps, un nouveau tandem franco-allemand se forme afin d'éviter la propagation de la crise financière et économique au sein de la zone euro, de lutter pour la sauvegarde de l'euro, de relancer la croissance et l'emploi en Europe...

Les deux partenaires réfléchissent à de nouvelles pistes de relance de l'économie européenne. La bonne entente entre la France et l'Allemagne est à la fois dans l'intérêt des deux pays, et nécessaire pour faire avancer le processus d'intégration européenne et sortir l'Europe de la crise dans laquelle elle est plongée.

D'après « L'avenir du "couple franco-allemand" : rupture ou rééquilibrage ? », C.Vce.eu, 2016.

– l'Union économique et monétaire ainsi que l'Union politique – entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

D'après la déclaration de F. Mitterrand et d'H. Kohl adressée au président du Conseil européen, 18/04/1990.



F. Mitterrand et H. Kohl lors des commémorations de la Première Guerre mondiale à Verdun en 1984.

Qui est-il ? Helmut Kohl (né en 1930)
Chancelier allemand de 1982 à 1998.

4 Les grandes dates de la coopération franco-allemande

1958-1960	Premiers entretiens entre le général de Gaulle et Konrad Adenauer, chancelier de la RFA, en France et en Allemagne
1962	Visites officielles du chancelier Adenauer en France, puis du président de Gaulle en RFA
1963	Traité sur la coopération franco-allemande (dit traité de l'Élysée) Création de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ)
1969	France et RFA décident de la production commune de l'avion Airbus
1972	Création de lycées et du baccalauréat franco-allemands
1983	Premier parlement franco-allemand des jeunes
1984	Le président François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl commémorent ensemble la bataille de Verdun
1989	Création de la Brigade franco-allemande : une unité militaire binationale, française et allemande

2 Une volonté commune de construire l'Europe

Compte tenu des profondes transformations en Europe, de l'établissement du marché intérieur et de la réalisation de l'Union économique et monétaire, nous jugeons nécessaire d'accélérer la construction politique de l'Europe des Douze. Dans cette perspective, nous souhaitons que soient :

- intensifiés les travaux préparant la création de l'Union économique et monétaire ;
 - lancés les travaux favorables à une Union politique pour rendre plus efficaces les institutions, assurer l'unité de l'action de l'Union dans les domaines économique, monétaire et politique, définir et mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune.
- Notre objectif est que ces réformes fondamentales



Hémicycle du bâtiment Louise-Weiss du Parlement européen à Strasbourg, lors d'une séance plénière en 2014

1

La fin du franquisme ouvre les perspectives européennes de l'Espagne

Jusqu'en 1975, le régime franquiste rend inenvisageable l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes, fondées sur des principes démocratiques et le respect des droits de l'homme. La coopération se limite aux seules questions économiques. La candidature de 1962 est ainsi rejetée.

La mort de Franco puis la libéralisation du pays permettent à l'Espagne de déposer sa candidature en 1977. L'Espagne devient membre des Communautés le 1er janvier 1986, en même temps que le Portugal. L'adhésion de l'Espagne (ainsi que celles de la Grèce et du Portugal) est politiquement symbolique : elle montre que la Communauté est ouverte à tous les pays européens dès lors qu'ils respectent ses principes fondamentaux.

L'adhésion aux Communautés européennes a contribué à l'ancrage de la démocratie en Espagne et elle a entraîné un relèvement rapide du niveau de vie des Espagnols, grâce aux échanges commerciaux avec les autres membres, mais aussi à l'aide des fonds de cohésion, dont elle a largement bénéficié...

Source : *toute l'Europe.eu*

2

« À 20h53 hier, l'Espagne a signé définitivement le traité d'adhésion à la Communauté économique européenne (CEE) et clôt ainsi une longue période d'isolement sur le continent. Le Premier ministre, Felipe González, a signé le texte au cours d'une cérémonie officielle, mais non sans tension du fait des actes terroristes commis hier¹. À cet égard, il a terminé son discours par ces mots : "L'Espagne contribuera par ses efforts à la réalisation d'une

Europe de paix et de justice. Et ni la contrainte ni la violence ne nous détourneront de ce chemin vers la paix." [...] En attendant la ratification parlementaire, la Communauté européenne est passée de 10 à 12 membres hier. »

Extrait du journal espagnol *El Pais*, 13 juin 1985.

1. Le jour même, quatre personnes sont tuées lors de trois attentats commis par l'Euskadi Ta Askatasuna (ETA), une organisation armée qui lutte pour l'indépendance du pays basque.

3

« Le Portugal sera le pays le plus pauvre de la Communauté, il faudra lui venir en aide. L'Espagne, elle, a un niveau de vie inférieur de moitié au nôtre, c'est-à-dire équivalent à celui des Français d'il y a vingt-cinq ans. C'est déjà un gros potentiel économique malgré ses 20 % de chômeurs et ses 9 % d'inflation. Certes, une partie de ses industries va souffrir de la concurrence des nôtres, tandis que nos agri-

culteurs tremblent devant ses vins et ses oranges. [...]

En réalité, la communauté d'intérêt et de valeur existait déjà entre le nord et le sud de l'Europe. Elle va s'intensifier non sans conflit bien sûr. Mais la concurrence vaut mieux que la guerre et l'on ne se dispute jamais qu'entre gens du même village. *Saludos amigos !* »

Jean Boissonnat, *La Croix*, 3 janvier 1986.



PIB par habitant par région en 1982